

Nègre de l'usine,
Forçat de la mine,
Ilote du champ,

L'AVANT-GARDE

Lève-toi peuple puissant!
Ouvrier prends la machine,
Prends la terre paysan.

Ch. Keller.

Organe de la Fédération française

de l'Association Internationale des Travailleurs.

Pour toutes communications s'adresser au comp. **Louis Pindy**, fondeur en métaux, rue Fritz Courvoisier 31 Chaux-de-Fonds (Suisse); **autant que possible par l'intermédiaire d'un ami habitant l'étranger.**

Avis important.

Par mesure de prudence „l'Avant-garde“ ne prendra point d'abonnés; les personnes dévouées qui voudront en soutenir la publication n'auront qu'à envoyer au comp. Pindy la somme dont elles veulent disposer avec ces seuls mots: „Pour l'Avant-garde.“

Des numéros d'essais parviendront aux personnes que nous saurons dévouées à la cause ouvrière. Celles de ces personnes qui voudront continuer à recevoir le journal n'auront qu'à renvoyer au comp. Pindy le n° écrit à la main que portait l'exemplaire qu'ils ont reçu.

Bulletin international.

La grève des employés des chemins de fer des Etats-unis de l'Amérique et le soulèvement populaire qui l'a suivie sont de beaucoup les événements les plus importants, les seuls peut-être, de ces derniers quinze jours. Nous allons donc y revenir. Disons d'abord que ces événements ont pris une portée bien plus considérable qu'on ne pouvait le prévoir au début. Ils ont été une secousse générale donnée à l'immense république. Pendant deux jours, toute circulation sur les chemins de fer a été suspendue et pendant plus d'une semaine, il ne marchait que quelques trains de voyageurs, et seulement sur quelques lignes. Des ports manquaient de houille; les états de l'Est de denrées; les bateaux à vapeurs venant d'Europe ne prenaient plus de voyageurs pour New-York; en un mot, toutes les affaires de cet immense comptoir, que l'on appelle l'Amérique, étaient arrêtées.

Le gouvernement de son côté prenait les mêmes mesures qu'un Etat monarchique; il en appelait à la force.

Il a mis sur pied les troupes fédérales; il a envoyé aux bourgeois des convois d'armes et il a armé les navires cuirassés. Pendant ce temps, les feuilles de la bourgeoisie sonnaient le tocsin réactionnaire.

La libre constitution des Etats-Unis a été suspendue; l'indépendance des Etats, si jalousement défendue d'ordinaire, largement piétinée. Pensez donc! la sainte propriété était en péril! Devant ce péril, en Amérique comme en Europe, comme dans les parties du monde où a pu déjà pousser cette ortie, le bourgeois, il n'y a plus de parti politique, il n'y a qu'un comptoir; plus de drapeau, plus de symbole, un seul blason international, un sac d'écus sur un fond rouge-sang-d'ouvrier.

Les arrestations et les condamnations de la glorieuse canaille se sont faites tout aussi sommairement que dans nos monarchies arriérées de l'Europe centrale, et, décidément, depuis Paris en 1871, depuis Gœschenen en Suisse, et ces faits récents, pour la défense de l'ordre capitaliste, les républiques ne le cèdent en rien aux monarchies. Elles font même mieux et plus vite.

Les faits de Martinsbourg et de Pittsburg, dont nous avons parlé dans notre dernier numéro n'étaient que le prologue de l'insurrection. Avec une vitesse incroyable, la grève s'est répandue sur toute la surface des Etats-Unis et dans presque toutes les villes importantes de onze Etats elle a donné lieu à de très sérieux mouvements populaires. Le caractère de ces soulèvements a été partout le même: d'abord, c'étaient les grévistes qui faisaient dérailler les locomotives pour encombrer la voie, qui détruisaient celle-ci, et enfin qui, par ces moyens combinés, arrêtaient toute circulation. Le gouvernement envoyait alors des troupes pour déloger les grévistes des environs des voies ferrées; mais, le peuple veillait, et il faisait tout ce qu'il pouvait pour empêcher le départ des troupes: il les attaquait, armé de pierre et de quelques misérables fusils. La milice faisait feu. Le peuple furieux comme un taureau blessé, se jetait sur les gares et les détruisait, les brûlait avec toutes les richesses des compagnies sur lesquelles il pouvait mettre les mains. Quelquefois comme à Pittsburg, à Chicago, à Newark, courroucé contre la milice bourgeoise, il mettait à sac les maisons de ces messieurs, se procurait des armes dans les magasins et livrait aux troupes, de véritables batailles rangées.

Dans les grandes villes industrielles, les ouvriers quittaient les usines et les fabriques et se joignaient aux insurgés. Dix milles mineurs de l'Etat de Pensylvanie ont ainsi quitté le travail. A New-York, à San-Francisco, de grandes assemblées populaires ont eu lieu, et les discours les plus incendiaires y trouvaient le meilleur accueil. Si le peuple ne bougeait pas dans ces villes, la cause en était à la présence de nombreuses troupes et de corps de milices bourgeoises armées par le gouvernement pour ces circonstances spéciales.

Aujourd'hui donc, le caractère de ces graves événements nous paraît être bien déterminé. L'insurrection a été un vrai soulèvement populaire. Les grévistes ne faisaient, pour la plupart, qu'entraver la marche de l'insurrection par leurs appels à la patience, et par le blâme qu'ils jetaient sur les violences commises. Quelques-uns, sans considération que c'était pour eux que le peuple prenait les armes au moins autant que pour lui, trahissaient la cause commune, en s'arrangeant avec les compagnies devenues plus dociles, quand celles-ci consentaient à ne pas diminuer les salaires, et, ce qui est plus fort! livraient aux troupes ce même peuple qui, sans armes, s'était soulevé pour empêcher ces mêmes troupes de marcher contre eux.

Pour terminer, faisons ressortir en peu de mots les enseignements que contient le mouvement américain. Cette insurrection fait clairement ressortir le côté vicieux et égoïste de ces organisations des corps de métiers qui ont pour unique but la défense du salaire. Toute cette immense effusion de sang, (effusion fatale, et que tous les discours ne sauraient empêcher) n'a que trop peu profité à la cause du socialisme! car, le peuple soulevé, tout en détruisant dans sa colère la propriété, n'a proclamé aucun de ces principes devenus si familiers en Europe par la propagande internationale: l'abolition du salariat, la constitution de la propriété collective, l'abolition de l'Etat. Le soulèvement n'a pas eu de drapeau, n'a

posé aucun principe, n'a planté aucun jalon. Ennemi de la propriété individuelle, et le prouvant par ses actes, le peuple n'a pourtant pas prononcé le mot de son abolition.

Elle montre aussi autre chose.

A Chicago, des communistes de l'école démocrate-socialiste ont essayé de propager leurs principes — par la parole, au moment où il fallait déjà les réaliser dans des faits. Voilà la preuve de ce que nous avons toujours répété, c'est que tout ce que l'on organise sur le terrain de l'agitation légale, devient une arme inutile, se trouve dépaycé, le jour où fatigué d'attendre le peuple se soulève.

Supposez au contraire que nous eussions eu le bonheur d'avoir en Amérique, dans les lieux qui ont vu l'insurrection populaire momentanément triomphante, des sections anarchistes de l'association internationale des travailleurs? Que serait-il arrivé? Ceci: le peuple maître des capitaux, des usines, des fabriques, aurait organisé le travail à son profit; maître des palais, des maisons bourgeoises, il y aurait installé les familles des travailleurs; il eut fait, en un mot, une « Commune » comme nous l'entendons, et s'il lui fallait subir la défaite, il resterait au moins au socialisme un *fait* de propagande d'un immense retentissement.

Deux nouvelles seulement pour les autres pays. En Espagne, les conférences annuelles des Fédérations espagnoles sont terminées et nous en donnerons bientôt le compte-rendu; nous savons cependant déjà, qu'elles ont voté une résolution par laquelle elles adhèrent avec sympathie aux événements de Kasan, de Bénévent et de Berne. En Italie, la section de Reggio passait en justice pour la publication d'un manifeste révolutionnaire; au milieu d'un enthousiasme indescriptible, les accusés ont été acquittés. En Belgique, l'organisation des prochains congrès suit son cours.

Le discours Buffenoir.

Dans une réunion privée qui a eu lieu dernièrement à Paris, le citoyen Buffenoir, publiciste, a prononcé un discours-programme qui a été — dit-on — chaleureusement applaudi. Malgré ces applaudissements, nous avons négligé d'analyser ce programme du radicalisme socialiste; il nous semblait que le fait même d'avoir été développé sans amener de poursuites, dans la ville où Bonnet-Duverdier vient d'être condamné pour un mot, dévoilait toute la pâleur de son radicalisme. Quelques-uns de nos lecteurs cependant nous ont écrit pour nous demander notre appréciation. Si elle peut les intéresser, nous la leur donnerons d'une manière succincte.

Le citoyen Buffenoir demande une foule de réformes sur lesquelles il serait trop long d'appuyer vu le peu de place dont nous disposons et sur lesquelles d'ailleurs nous aurons à revenir dans l'*Avant-garde*. Supposons-les excellentes pour le quart d'heure, et demandons au citoyen Buffenoir sur quel talisman il compte pour les réaliser. Le talisman du citoyen Buffenoir est un talisman politique: *le gouvernement direct du peuple par le peuple*, cette vieilleries qui date de 1849, que M. Rittinghausen essaya de populariser en Allemagne, Considérant en France, et dont Proudhon fit justice de si belle façon.

Quels sont les obstacles qui empêchent la classe ouvrière de s'émanciper à l'aide du système politique que nous possédons? ils sont de trois sortes. Le premier consiste dans la dépendance économique du citoyen. La législation directe contiendrait-elle dans son mécanisme quelque ressort politique qui puisse rendre l'ouvrier indépendant de ses patrons? Non, évidemment: l'esclave du système représentatif deviendra l'esclave du système direct; voilà tout: affaire de forme. Le second obstacle consiste en ceci: dans chaque vote il se forme une majorité et une minorité; de telle sorte que la moitié de la France plus un élec-

teur fait la loi à la moitié de la France moins un électeur; par exemple, les campagnes arriérées aux villes intelligentes. La législation directe contient-elle un organisme quelconque qui écarte cet inconvénient? non, certes! il y aura toujours majorité et minorité, seulement la majorité au lieu de se réaliser dans une assemblée se réalisera dans les comices, voilà tout! on le voit, bonnet blanc et blanc bonnet.

La mode d'action que caresse le citoyen Buffenoir est à la hauteur de son système politique et économique. « *Dans l'action légale* — dit-il — demandons des garanties. » Au moment même où une partie considérable de la bourgeoisie se livre à tous les tripotages pour arrêter la transformation de la forme gouvernementale de sa suprématie, comment le citoyen Buffenoir ne s'aperçoit-il pas que lorsque cette suprématie elle-même serait mise légalement en question, il n'est pas de coup d'Etats que ne fit toute la bourgeoisie pour sauver sa caisse? Monsieur Buffenoir « blague » les opportunistes de la politique, sans s'apercevoir qu'il est lui-même un opportuniste du socialisme. Vous connaissez le proverbe? « Tel qui voit une paille dans l'œil de son voisin, ignore la poutre qui se promène dans son orbite. »

Opposons à ce programme renouvelé des Grecs, le jeune programme de l'Internationale.

Celle-ci comprend: « Que l'assujettissement du travailleur au capital est la source de toute servitude: politique, morale et matérielle » (3^{me} considérant des statuts généraux) aussi prend-elle le taureau par les cornes et met-elle en tête de son programme la transformation de la propriété individuelle en propriété collective.

L'égalité économique obtenue, le premier obstacle écarté, elle s'occupe du second, et la prépondérance des majorités s'écroule devant l'autonomie de la commune, du groupe et celle de l'individu.

Comme moyen d'action, elle comprend que la bourgeoisie est décidée à défendre ses privilèges par la force, et, logique, elle se prépare à les attaquer par la force. Cette force elle l'organise en formant partout des groupes spéciaux et adaptés comme organisation au but qu'ils sont destinés à atteindre.

De quel côté est la jeunesse, la logique et la supériorité?

Non décidément, citoyen Buffenoir, nous ne pouvons accepter qu'un point de votre programme, *l'aministie pleine et entière*. Et savez-vous pourquoi? par ce qu'elle faciliterait la réalisation d'un programme qui n'est pas le vôtre, mais le nôtre.

Importance au point de vue révolutionnaire des colonies communistes.

Parmi les questions portées à l'ordre du jour du Congrès socialiste universel, figure celle des colonies communistes. Les délégués qui représenteront à Gand les différentes organisations ouvrières auront à se prononcer sur la valeur pratique de ces tentatives auxquelles il est impossible de refuser au moins quelques sympathies. Il est donc tout naturel que ceux qui viendront du pays qui a donné au socialisme St-Simon, Fourier et Cabet, aient une opinion arrêtée sur ces essais d'organisation nouvelle.

La fondation des colonies communistes n'est pas un fait récent et si nous voulions aborder la question au point de vue historique, ou descendre dans les détails d'organisation, il serait impossible de traiter convenablement dans un seul article le sujet que nous avons choisi. Nous supposons donc qu'il soit possible de créer de toutes pièces et de faire fonctionner une

petite société basée sur les principes que professe l'Association Internationale des travailleurs et nous nous demanderons si *ce fait* aurait une importance quelconque au point de vue de l'émancipation complète du prolétariat.

L'idée première de la fondation d'une colonie communiste vient tout naturellement à l'esprit. Les principes sur lesquels on voudrait voir reposer les sociétés humaines une fois élaborés, il a fallu, pour assurer leur triomphe, commencer une lutte ardente contre l'ordre de choses existant. Cette lutte, dans laquelle le vieux monde a tout pour lui, la routine, les préjugés, les richesses sociales, et, hélas ! l'ignorance du plus grand nombre et l'égoïsme de beaucoup, est souvent bien pénible ! il est des moments de désespoir où l'on se demande même s'il sera commode, une fois la victoire assurée, de faire fonctionner l'organisation nouvelle en présence de vaincus aigris par la défaite, regrettant leur ancien bien-être et prêts à profiter de quelques mécontentements passagers qui pourront se faire jour dans le peuple, pour les exploiter et jeter bas toute la machine.

Combien alors, devient souriante l'idée de ne plus s'acharner après la transformation d'un organisme pourri, de laisser les égoïstes cantonnés dans leurs sociétés vieilles, et d'aller, les dévoués, là-bas, bien loin, du côté du soleil, réaliser fraternellement des doctrines qui pourraient rendre l'humanité si heureuse ! Il y a dans cette pensée quelque chose qui séduit et qui charme, et quand on la caresse, on aperçoit distinctement les belles lignes de ces petites cités agricoles dans lesquelles des hommes moralisés par l'étude des principes, dont le dévouement ne connaît pas de bornes puisque leur vie tout entière a été mise au service de tous, produisent en commun, consomment en commun, vivent en frères, au milieu des splendeurs et de la fécondité d'une nature vierge encore. Quel horizon plus riant peut on faire miroiter devant l'enthousiasme des jeunes socialistes ? et quels repos plus ombragés pourraient voir dans leurs rêveries les vieux lutteurs de la cause populaire ?

Eh bien, la raison et le devoir nous l'ordonnent, il faut s'arracher à ces enchantements.

Si, en effet, l'existence de ces petites sociétés est possible, leur généralisation qui seule, au point de vue révolutionnaire, pourrait leur donner quelque importance, ne l'est pas.

Loin de pouvoir grandir aux dépens des éléments de nos sociétés européennes, jamais aucune d'elles n'a pu vivre en leur sein. Et, cela est facile à comprendre. De deux choses l'une, ou la petite colonie communiste pourra suffire à tous ses besoins, ou l'échange lui sera nécessaire et elle demandera aux collectivités bourgeoises qui l'entourent les objets quelle ne peut se procurer par sa propre fabrication. La concurrence établie, la pauvre petite colonie est perdue ! Comment peut-on raisonnablement espérer qu'une société formée par des socialistes, sans capitaux, presque sans machines, puisse lutter sur un marché quelconque, avec cet outillage, ces capitaux, produits accumulés des générations, et que l'on a au jour de l'émigration libéralement laissés aux mains de leurs exploités ? La concurrence établie, nous le répétons, notre essai communiste aura le sort de toute coopération ouvrière productive, — nous voulons dire, la mort.

On a l'habitude, lorsqu'on veut démontrer la possibilité de l'existence d'un groupe communiste en Europe, de citer l'exemple du couvent. L'exemple est mal choisi. Nous ne sommes plus aux temps où les monastères défrichaient les marais, construisaient les ponts, copiaient les manuscrits précieux. Depuis le XI^e siècle, le couvent n'est plus une société qui travaille ; le vau-pieds du couvent satisfait aujourd'hui tous ses be-

soins aux dépens de la société civile ; c'est l'aumône qui le loge, qui l'habille, qui le nourrit. Le couvent n'est pas, comme les petites colonies communistes dont nous parlons, un petit organisme qui travaille ; le couvent est un parasite, une immense véruve, couleur de bure, vivant sur la face du monde.

Dans l'hypothèse où notre petite société communiste prendrait assez d'extension, aurait suffisamment de forces économiques, pour vivre chez elle, et repousser l'échange, il est certain que les collectivités bourgeoises ne supporteraient pas un aussi incommode voisinage. Il serait trop dangereux pour la perpétuité de leurs privilèges que leurs prolétaires puissent voir en fixant à travers les rivières, ou en regardant par dessus les montagnes, fonctionner une petite société modèle, une société où il n'y aurait plus ni parasites, ni esclaves, mais qui serait une fourmière de travailleurs. Si elles le supportaient en effet, elles verraient bientôt tout ce qu'il y a chez elles de fort par le muscle, la tête et le cœur, passer fleuves et monts, et, comme vers la terre promise, s'acheminer vers ce nouveau monde. Une coalition bourgeoise deviendrait inévitable, et qu'on ne me dise pas qu'en 93, les révolutionnaires ont vaincu la coalition, car d'abord nos ennemis n'attendraient pas que la commune modèle devienne la France et parce qu'en suite, la chose fut-elle, la fumée des batailles de la république disparue, il est resté la couronne de Napoléon.

Pour vivre, la colonie communiste, loin de songer à se généraliser et à s'étendre, doit aller se cacher et se faire oublier de l'autre côté de l'Océan, où on tolérera son existence, pourvu qu'elle n'y prenne pas une extension un peu grande qui puisse porter ombrage aux bourgeois des Etats-Unis.

Quelques-uns de nos amis, partisans de ces tentatives communistes, reconnaissent toutes les vérités que nous venons d'exposer au cours de cet article, et s'ils défendent cette ligne de conduite que suivent quelques socialistes, c'est en se plaçant à un autre point de vue.

Ils parlent en propagandistes et ils disent : « ce mode d'action est plus qu'une propagande *théorique*, c'est une propagande *par le fait*. » Ils ont raison. Nous admettons avec eux, et quelques lignes plus haut nous venons de le dire, que s'il était possible de haut nos principes aux populations européennes, non plus *écrits* dans des livres, mais *réalisés* dans des faits ; nous sommes d'avis avec eux que si une telle démonstration pratique du socialisme était faisable ; nous devrions, ne fut-ce que dans un but de propagande, tourner de ce côté tous nos efforts. Mais ne l'oublions pas ! nous venons de démontrer que les colonies communistes doivent pour vivre se fonder à l'autre bout du monde ? Un *fait* qu'on ne voit pas vaut encore moins qu'un *livre* qu'on lit ! Aussi, que voyons-nous ? ces colonies connues de quelques lettrés et parfaitement ignorées des masses populaires.

Comme les coopérations dont elle n'est d'ailleurs que la synthèse générale, la colonie communiste ne peut se généraliser et forcée de s'isoler pour vivre, elle ne peut rendre comme fait de propagande aucun service sérieux.

Le devoir des socialistes, jeunes ou vieux, est dès lors tout tracé. Ils ne doivent pas chercher un repos égoïste dans ces régions lointaines et voler leurs forces à la révolution. Qu'ils persistent en Europe à rouler le rocher de Sisyphe, dût ce rocher retomber plusieurs fois encore en les entraînant avec lui jusques au bas de la montagne à gravir.

Suisse.

(Corr. spéciale de „l'Avant-garde“.)

La Fédération jurassienne de l'Association Internationale des travailleurs vient de tenir à St-Imier, les 4, 5 et 6 août, son congrès annuel. 29 délégués y assistaient ainsi que de nombreux membres de la Fédération accourus de tous côtés. C'est

Le Congrès jurassien n'est pas seulement une réunion de délégués venus pour discuter, dans leur isolement olympique, des questions quelque importantes qu'elles soient; au sein de la Fédération du district de Courtelary, les congrès sont au contraire de vraies fêtes de famille de la Fédération.

La nouvelle apparition du drapeau rouge a été aussi pour beaucoup dans l'immense succès que les internationaux ont remporté. Vous vous souvenez que ce drapeau de l'humanité a été promené à Berne le 18 mars et attaqué par Madame Police? Vous vous souvenez aussi de la réception pas trop gantée que reçut cette trainée du demi-monde, de la part des internationaux? Il était donc évident pour qui connaît les jurassiens qu'à la première occasion, le drapeau rouge reparaitrait dans l'une des villes du Canton de Berne. Il vient de reparaitre à St-Imier. Le dimanche, 5 août, un cortège s'organise, et, drapeau rouge, musique en tête, se rend au local de la réunion publique, en traversant les rues principales de St-Imier. Cette fois la police n'a pas osé attaquer ces hommes qui à la veille de leur procès (ce procès va avoir lieu le 16 août!) osaient recommencer à leurs risques et périls la manifestation de Berne. On m'assure de tous côtés, que bien lui en a pris!

On comprend que la grande salle où devait avoir lieu la réunion était comble! mais ce qui a le plus surpris, c'est l'immense sympathie que le public a montrée pour les internationaux. Là, on a pu mesurer le progrès accompli. Les questions les plus ardentes du socialisme et de la pratique révolutionnaire ont été discutées, et loin d'effrayer le public comme auparavant, l'expropriation violente du sol et des instruments de travail, l'abolition absolue de l'Etat et du système représentatif, un 1793 de la bourgeoisie, la destruction complète à chaque tentative révolutionnaire de tout l'attirail qui sert à perpétuer le droit de propriété dans sa forme individualiste, l'importance enfin de la propagande par la *fait* dans la période préparatoire de la révolution, — bref, l'exposé de toutes les idées que l'on qualifie d'insensées, reçut l'accueil le plus sympathique du public nombreux accouru à cette réunion. Le même entrain, la même vie populaire, le même esprit régnait à la soirée familière qui termina une journée qui a certainement laissé un souvenir magnifique dans l'esprit de tous.

Il me serait complètement impossible d'énumérer ici toutes les résolutions prises par le Congrès, prises presque toutes à l'unanimité des voix. Je ne vous parlerai donc que des plus importantes, de celles qui peuvent intéresser vos lecteurs qui ne sont pas membres de la Fédération du Jura. A propos du vote des sections isolées (qui ne font partie d'aucune fédération) dans les congrès généraux, le principe bourgeois du vote a été lui-même démolit; des délégués ont montré comment sur les questions de principes, le vote est inutile, sinon pour établir une statistique des opinions; comment sur les questions financières le vote a peu d'importance quand il se borne à une manifestation théorique et que la majorité n'a aucun moyen de coercition pour se faire obéir. Dans les congrès le vote devient une simple question d'entente et de contrat.

Comme nous l'avons fait remarquer plus haut la discussion sur l'attitude que doivent prendre les diverses Fédérations au Congrès universel de Gand, a donné lieu à une magnifique exposition des principes et des moyens d'action du programme anarchiste et collectiviste, et, on peut le dire, c'est au Congrès de St-Imier que ce programme est ressorti des discussions dans son entier, avec toutes ses conséquences et sans réticences aucunes. L'accueil sympathique qu'il a reçu du public prouve que ce programme contrairement à ceux élaborés par des théoriciens ou par des endormeurs n'est que l'expression raisonnée des aspirations populaires.

Quant au pacte de solidarité à conclure à Gand, le congrès s'est prononcé dans le même sens que le n° 4 de l'*Avant-garde* et en se basant sur les mêmes motifs.

Une des questions les plus importantes traitées par le congrès, fut celle des corps de métier. La Fédération recommande spécialement ces groupements ouvriers qui devront servir de bases à la reconstitution sociale, le lendemain d'une révolution triomphante. Mais la Fédération recommande ce mode de groupement à la condition essentielle de ne jamais laisser les corps de métier dégénérer en organisations ne poursuivant que des questions de salaire, ces organisations appartenant aux besoins d'une période historique qui s'éteint.

Notons encore une discussion importante sur la valeur pratique des colonies communistes.

Passons, sans en dire un mot, sur toutes les autres questions.

Cet ordre du jour a pu être vidé dans un court espace de temps, chaque question ayant été déjà soumise dans les sections à un examen préalable et grâce aux relations personnelles, suivies et fréquentes, qui existent entre les membres de la Fédération.

Deux télégrammes ont produit un excellent effet. Ils appartaient à la Fédération jurassienne un salut fraternel et ils émanaient de deux groupes allemands anarchistes, qui existent, paraît-il, l'un à Berlin, l'autre à Leipzig. Le Congrès a répondu

avec chaleur à des protestations qui ont eu le courage de se élever, malgré les deux pressions qu'elles ont à subir et qui émanent l'une de la police officielle de l'Etat bourgeois, l'autre de la police secrète de l'Etat ouvrier.

Enfin le dernier coup de feu de la fête a été tiré par un de nos compagnons de Berne qui a donné mardi soir une conférence sur la „propriété collective“ au milieu de la population si sympathique de Sonviller.

Dans ma prochaine correspondance, je vous rendrai compte du procès qui se déroulera à Berne le 16 août, devant le tribunal de police correctionnelle de la ville fédérale.

Variétés.

(Extrait des „Idées sur l'organisation sociale“ par James Guillaume, membre de l'Internationale.)

(Suite.)

Extérieurement, rien ne semble changé; la forme sociale est restée la même, les vieilles institutions sont debout; mais il s'est produit dans les régions intimes de l'être collectif, une fermentation, une désagrégation qui a altéré profondément les conditions mêmes de l'existence sociale, ensorte que la forme extérieure n'est plus l'expression vraie de la situation. Au bout d'un certain temps, la contradiction devenant toujours plus sensible entre les institutions sociales, qui se sont maintenues, et les besoins nouveaux, un conflit est inévitable: une révolution éclate.

Ainsi, l'œuvre de transformation a été bien réellement graduelle et progressive; mais, gênée dans ses allures, elle n'a pu s'accomplir d'une façon régulière et modifier au fur et à mesure les organes sociaux; elle reste forcément incomplète, jusqu'au jour où les forces nouvelles se trouvant, par une accumulation successive d'accroissements constants, en état de surmonter la résistance des forces anciennes, une crise se produit, et les obstacles sont emportés.

Ce n'est pas en un jour que le flot grossit au point de rompre la digue qui le contient; l'eau monte par degrés, lentement; mais une fois qu'elle a atteint le niveau voulu, la débacle est subite, et la digue s'écroule en un clin d'œil.

Il y a donc deux faits successifs, dont le second est la conséquence nécessaire du premier: d'abord, la transformation lente des idées, des besoins, des moyens d'action au sein de la société; puis, quand le moment est venu où cette formation est assez avancée pour passer dans les faits d'une manière complète, il y a la crise brusque et décisive, la *révolution* qui n'est que le dénouement d'une longue *évolution*, la manifestation subite d'un changement dès longtemps préparé et devenu inévitable.

EN VENTE

A l'administration de « l'Avant-garde » :

Idée sur l'organisation sociale , par J. Guillaume . . .	fr. — 50
La diotature , par Lefrançais . . .	„ — 20
Lettre aux socialistes révolutionnaires du midi de la France par Jules Montels . . .	„ — 15
Radioalisme et socialisme , par A. Schwitzguibel . . .	„ — 30
Lettre sans adresse (Tchernychewsky), traduit du russe . . .	„ — 30
Compte-rendu du 6^e congrès de l'Internationale , tenu à Genève en 1873 . . .	fr. — 60
Compte-rendu du 8^e congrès de l'Internationale , tenu à Berne en 1876 . . .	„ — 60